



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 28/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PSI**

570 rue Peyrehitte  
B.P. n 9  
65300 Lannemezan

Références : 2025-0308-Dp  
Code AIOT : 0006802706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection réactive est réalisée suite à la réception de 38 plaintes entre fin septembre et début octobre 2025. Les plaintes ciblent les activités de l'ISDND située à Lannemezan et exploitée par PSI.

Les nuisances remontées par les formulaires de plaintes portent sur les odeurs, le bruit et les envols de déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux relevant du statut Seveso Seuil Bas.

Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux.

L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubriques 3510 et 3550).

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 6
- Déchets
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Demande d'action corrective	3 mois
3	Mesure de niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 6.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Sans objet
4	Limitation des envois de déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	PDC n°8_VI_06/02/2025_Condition de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1	Sans objet
6	PDC n°1_VI_06/02/2025_nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 05/09/2025, article 3.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les études réalisées par l'exploitant confirment une production significative de biogaz, justifiant l'abandon du dégazage passif au profit d'une solution active de captage et de traitement, adaptée aux prescriptions réglementaires et aux nuisances olfactives constatées.

L'inspection considère cette solution techniquement pertinente et encourage sa mise en œuvre rapide. Cette solution devra faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance.

Les travaux menés témoignent de l'engagement de l'exploitant à limiter les nuisances olfactives. Le dispositif de pulvérisation d'un produit destructeur d'odeurs constitue une mesure palliative en attendant le captage actif et pourra être conservé en complément après évaluation de son efficacité.

Concernant le bruit, le rapport existant est partiel et ne couvre pas la période nocturne ni l'impact du canon à eau mis en place pour le dispositif de pulvérisation. L'exploitant devra réaliser des mesures représentatives incluant ces éléments et les transmettre sous deux mois à l'inspection des installations classées. La limitation des envols et le stockage des déchets inertes sont jugés conformes, grâce aux filets, au recouvrement renforcé, au stock d'argile et au nettoyage régulier des abords. Enfin, le talus du casier de déchets inertes, précédemment détérioré, a été refait et ne nécessite aucune action complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 14/10/2025, plusieurs études de diagnostic, d'estimation de production et d'assistance à la conception relatives à la maîtrise des émissions diffuses de biogaz (études GINGER BURGEAP).</p> <p><u>1) Cartographie des émissions diffuses (Ref. SO50P0015 / RTO2025039-04 - 31/03/2025)</u></p> <p>Cette étude confirme la présence d'émissions diffuses, alors que le site était initialement exploité en dégazage passif au motif d'une faible fermentescibilité présumée. Les mesures révèlent des concentrations très élevées localisées sur les puits de lixiviats des trois alvéoles et sur la piste d'accès au casier amiante (jusqu'à 22 500 ppm CH<sub>4</sub> ; H<sub>2</sub>S &gt; 99,9 ppm). Ces niveaux sont cohérents avec les nuisances olfactives rapportées.</p> <p><u>2) Diagnostic olfactif et sanitaire (Ref. APSO.P0016-R.02 - 14/08/2025)</u></p> <p>Les observations de terrain (26/03/2025) attribuent l'essentiel des nuisances à des fuites de gaz sur les alvéoles. Des concentrations odorantes élevées (jusqu'à 48 578 uoE/m<sup>3</sup>) et une modélisation montrant un dépassement du seuil indicatif de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 175 h/an au récepteur R6 (jusqu'à 460 h/an) confirment la nécessité d'actions de réduction.</p> <p><u>3) Bilan biogaz (Ref. SO50P0015 / RTO2025094 - 11/07/2025)</u></p> <p>La modélisation projette un pic de 170 m<sup>3</sup>/h de biogaz à horizon de fermeture (2037), au-dessus du seuil de 50 m<sup>3</sup>/h à partir duquel le dégazage passif n'est plus adapté. L'étude conclut à la nécessité d'une collecte active raccordée à un traitement par torchère (plage 50-250 m<sup>3</sup>/h).</p> <p><u>4) Assistance à la conception (Ref. SO50P0015 / RTO2025113-R02 - 08/10/2025)</u></p> <p>Le scénario présenté prévoit l'installation de têtes étanches sur les puits lixiviats, leur raccordement à un collecteur aérien mis en dépression par une torchère implantée en zone Sud-Ouest du site.</p> <p>L'exploitant indique envisager une mise en service mi-2026, sous réserve des contraintes d'approvisionnement et de ressources.</p> <p>En synthèse, les études confirment une production significative de biogaz, justifiant l'abandon du dégazage passif au profit d'une solution active de captage et de traitement, de nature à répondre aux prescriptions réglementaires et aux nuisances olfactives constatées.</p> <p>L'inspection considère la solution techniquement adaptée pour se conformer à la prescription de l'arrêté ministériel et invite l'exploitant à la mettre en œuvre dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à transmettre, sous 3 mois, au préfet des Hautes-Pyrénées un dossier de porter à connaissance relatif au dispositif de captage et de traitement par torchère (caractéristiques définitives : dimensionnement, implantation, mise à jour de l'étude de dangers), avant sa mise en service, conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection considère que les études menées par l'exploitant témoignent de son engagement à identifier et mettre en œuvre des solutions efficaces pour limiter les nuisances olfactives liées aux activités de l'ISDND et ne propose pas à ce stade d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 14/10/25, le rapport de Cartographie des émissions diffuses de biogaz (Réf : SO50P0015 / RTO2025039-04, daté du 31/03/2025). Cette campagne de mesures a été effectuée par GINGER BURGEAP le 6 mars 2025. L'intervention a couvert les trois alvéoles (1, 2 et 3), l'alvéole 2 étant en exploitation et les alvéoles 1 et 3 en couverture provisoire. Le rapport conclut à un défaut de l'efficacité du dispositif de collecte et de gestion des émissions diffuses de méthane. Les concentrations très élevées mesurées (jusqu'à 22 500 ppm CH<sub>4</sub>) démontrent que le dégazage passif mis en œuvre est insuffisant pour limiter les émissions issues de la dégradation des déchets stockés. Le rapport « Bilan biogaz » (Ref. SO50P0015 / RTO2025094 daté du 11/07/2025) s'inscrit dans le plan d'action engagé par l'exploitant à la suite du constat d'inefficacité du dégazage passif. L'étude conclut que la solution de référence doit être une collecte active avec traitement du biogaz par torchère (plage 50-250 m<sup>3</sup>/h). Cette orientation constitue le socle technique du plan d'action. L'étude « Assistance à la conception » (Ref. SO50P0015 / RTO2025113-R02 datée du 08/10/2025) constitue l'étape opérationnelle du plan d'action : elle décrit la solution retenue par l'exploitant pour la mise en œuvre. L'exploitant indique viser une mise en service mi-2026, sous réserve des contraintes d'approvisionnement et de ressources. Ces 2 études traduisent le déroulé du plan d'action correctif initié par l'exploitant et aboutissant à la mise en place d'un système actif de captage et de traitement du biogaz.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>cf. demande associée au point de contrôle n°1</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 :** Mesure de niveau de bruit et de l'émergence

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 6.1

**Prescription contrôlée :**

**6.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service des nouvelles installations. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. L'exploitant s'attache particulièrement à effectuer une campagne de mesure lors d'opérations de broyage. Ces mesures couvrent notamment les nouvelles zones à émergence réglementée établies au voisinage du site.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

**6.1.2 Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

**6.1.3 Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport n° 134554298-001-1 du 07/01/2025 relatif aux niveaux sonores émis par l'installation, établi sur la base de mesures réalisées le 10/12/2024 conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et à l'arrêté préfectoral applicable au site.

Ce rapport conclut que :

- L'émergence en zone à émergence réglementée est conforme en tout point ;
- Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont conformes aux valeurs admissibles ;
- Aucune tonalité marquée n'a été relevée.

Toutefois, deux limites importantes doivent être relevées :

1) L'absence de mesures nocturnes :

Le rapport se limite à des mesures en période diurne. Aucune mesure n'a été réalisée entre 22 h

et 6 h. Il n'est donc pas possible pour l'inspection de se prononcer sur la conformité en période nocturne, alors que les prescriptions s'appliquent à la fois aux périodes diurnes et nocturnes.

2) Modification récente non prise en compte dans les conditions de mesure :

Lors des mesures du 10/12/2024, le canon à eau récemment installé à proximité du quai de déchargement, et utilisé pour l'aspersion de la tête de puits de lixiviats afin de réduire les odeurs liées au biogaz, n'était pas en fonctionnement. L'effet acoustique de cet équipement n'a donc pas été pris en compte.

En l'absence de mesures nocturnes et au regard de l'introduction d'un nouvel équipement sonore potentiel (canon à eau), la conformité globale à la prescription ne peut être considérée comme démontrée à ce stade pour l'ensemble des périodes réglementées.

Cependant, l'inspection relève que l'exploitant a engagé des actions de réduction des nuisances sonores :

- Remplacement des avertisseurs sonores des engins au cours de l'année 2025 ;
- Étude de solutions de maîtrise de bruit lié aux réceptions exceptionnelles de déchets issus de chantiers de grande ampleur (travaux autoroutiers, projet de métro toulousain), susceptibles d'induire ponctuellement une augmentation significative du trafic poids lourds à l'entrée et à la sortie de l'ISDND.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

1. de réaliser et transmettre des mesures de bruit incluant une période nocturne (22h-6h),
2. de réaliser ces mesures en configuration représentative des conditions d'exploitation actuelles, incluant le canon à eau en fonctionnement,
3. de transmettre le rapport de mesures complet à l'inspection dans un délai de 2 mois.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de l'étude relative à l'évaluation des impacts sonores associés aux réceptions exceptionnelles de déchets de chantiers de grande ampleur (trafic poids lourds), dès que cette étude sera finalisée et, en tout état de cause, avant la mise en œuvre des mesures envisagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Limitation des envois de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conduite d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...]

II. - Le mode de stockage permet de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envoyés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les

modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.

Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.

[...]

#### Constats :

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté les points suivants concernant le respect des prescriptions relatives au stockage des déchets et au recouvrement des matériaux :

##### 1) Mesures de limitation des envols et de dispersion des déchets

- L'exploitant a mis en place un filet anti-envol, dont une portion a été ajoutée en 2024, permettant de limiter la dispersion des déchets légers.
- Les déchets sont recouverts de manière renforcée le vendredi soir afin de prévenir tout envol durant le week-end.
- La zone de compactage des déchets a été réduite par trois, contribuant à limiter les nuisances olfactives et les envols.
- Un compacteur plus performant a été installé pour améliorer la densité des déchets et réduire les risques d'envol.
- Une procédure « grand vent » est en place, s'appuyant sur les alertes de Météo France, pour suspendre l'apport de déchets dans le casier en cas de vent fort.
- L'exploitant dispose d'un stock suffisant d'argile, issu de la construction du casier, permettant de couvrir la quantité minimale de matériaux nécessaire pour 15 jours d'exploitation.

##### 2) Entretien et nettoyage des abords

- L'exploitant réalise une ronde hebdomadaire ainsi qu'un nettoyage hebdomadaire des abords de l'installation.
- Des interventions par cordistes sont prévues à la demande pour le nettoyage des arbres à proximité.

L'exploitant a présenté à l'inspection, les bilans matière des matériaux de recouvrement. Ceux-ci n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

L'inspection recommande la poursuite de la tenue à jour du bilan matière des matériaux de recouvrement et le maintien de la vigilance sur les rondes et nettoyages périodiques afin de s'assurer du maintien de la conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 5 : PDC n°8\_VI\_06/02/2025\_Condition de stockage des déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, entretien casier de stockage ISDI

**Prescription contrôlée :**

Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour: [...]

-prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, [...]

Point de constat n°8 de la visite d'inspection du 06/02/2025 :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de déchets de laine de verre en bordure de talus de la verse du stockage des déchets inertes. L'exploitant justifie que ces déchets sont stockés dans le casier et que le flanc du talus a été certainement détérioré par le passage des engins (le chemin situé entre la verse et la limite de propriété du site étant très étroit). Des traces de terriers ont également été constatées sur le pied du talus à l'affleurement de ces déchets sans que la présence d'animaux n'ait été identifiée. A noter qu'à date de la mise en œuvre des installations du site, les déchets de laine de verre étaient acceptés en installation de stockage des déchets inertes. L'exploitant doit, sous un délai de quatre mois, justifier d'une caractérisation des émissions de biogaz sur les installations de stockage. L'exploitant doit s'assurer de la conformité de son ouvrage de stockage des déchets inertes afin de garantir l'absence de dégradation du talus par le passage des engins ainsi que l'absence de risque d'insalubrité publique à travers la présence d'animaux.

Point de constat n°4 de la visite d'inspection du 03/04/2025 :

L'exploitant a mandaté la société 2 ATP pour procéder à la réfection du talus, via le recouvrement des flancs du casier par de l'argile. Les justificatifs de commande ont été présentés en séance mais les travaux n'ont pas été réalisés, le constat de la visite précédente ne peut pas être soldé. Le délai de quatre mois n'est pas encore échu. L'exploitant précise que le contrôle de la conformité de l'ouvrage sera intégré au suivi de l'entretien du site.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté la réfection du talus. Elle a également observé la réalisation de travaux sur la piste périphérique du site, afin qu'elle soit praticable toute l'année, ce qui facilitera la surveillance régulière du talus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : PDC n°1\_VI\_06/02/2025\_ nuisances olfactives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/09/2025, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions de rejet

**Prescription contrôlée :**

[...]

En l'absence de réception de déchets fermentescibles sur l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'installation ne disposera pas de réseau de collecte de biogaz. Néanmoins, dès le démarrage de l'exploitation des nouvelles installations, une campagne de mesure de la qualité de l'air sur l'ensemble du site est réalisée afin d'établir un point zéro et définir le dispositif de surveillance approprié à mettre en place. Les conclusions de cette campagne de mesure sont soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Constats du 03/04/2025

L'exploitant a contractualisé avec l'association ATMO OCCITANIE le 07 janvier 2025 en vue d'une

prestation de mesures de la qualité de l'air aux abords du site ENVIROPOLE sur les trois prochaines années. Le protocole définit deux campagnes de mesures du paramètre H<sub>2</sub>S lors des périodes estivales et hivernales. 9 points de prélèvement seront disposés à proximité du site dans un rayon maximal de 2 km des installations. La mise en fonctionnement des sites de surveillance est prévue pour le mois de juillet 2025. Les justificatifs ont été transmis en séance et n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection l'emplacement des neuf points de prélèvement, définis par ATMO en fonction des zones correspondant aux plaintes reçues.

Il a précisé que les mesures initialement prévues en juillet ont été réalisées seulement en septembre et octobre 2025 (du 4 au 17 septembre, puis du 17 septembre au 2 octobre), en raison d'une indisponibilité temporaire du matériel.

L'étude de diagnostic olfactif et sanitaire (Réf. APSO.P0016-R.02, datée du 14/08/2025) a été transmise à l'inspection (cf. point de contrôle n°1).

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- la mise en place d'argile au-dessus des têtes de puits de lixiviats, visant à limiter les émissions diffuses de biogaz aux points de sortie préférentielle ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de pulvérisation d'un produit destructeur d'odeur (OD1407XL commercialisé par 1903RS) sur les points d'émission, via à un canon à eau, destiné à neutraliser les molécules de H<sub>2</sub>S (cf. point de contrôle n°6 de la visite du 06/02/2025) ;
- l'installation d'un canon à eau (dispositif de pulvérisation) à proximité du quai de déchargement, sur l'alvéole 2, au point le plus émetteur d'H<sub>2</sub>S. Ce dispositif est en service depuis le 13 août 2025. L'exploitant n'a pas encore précisé si ce canon sera maintenu après la mise en place du système de captage et de traitement du biogaz, en complément de ce dernier.

L'inspection considère que les études menées par l'exploitant témoignent de son engagement à identifier et mettre en œuvre des solutions efficaces pour limiter les nuisances olfactives liées aux activités de l'ISDND. La mise en place d'un système de captage et de traitement du biogaz des alvéoles apparaît comme une solution pertinente et adaptée. Le dispositif de pulvérisation constitue, quant à lui, une mesure palliative qui peut être utilisée dans l'attente de l'installation du captage et du traitement du biogaz. Ce dispositif pourra, le cas échéant, être maintenu en complément du futur système, après évaluation de son efficacité et des adaptations nécessaires par l'exploitant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de 15 jours :

- le plan indiquant l'emplacement des neuf points de prélèvement d'H<sub>2</sub>S définis par ATMO ;
- la précision sur la classification des mesures réalisées en septembre et octobre 2025 (période estivale ou hivernale), accompagnée des justificatifs relatifs au retard des prélèvements ;
- les éléments du contrat conclu avec ATMO, comprenant les objectifs, les mesures prévues, les moyens mobilisés, les délais et la durée du contrat.

L'exploitant transmet à l'inspection, dès leur réception, les résultats des mesures effectuées par

ATMO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite